Bureau du 30 novembre 2021

Procès-verbal de la séance

Début de la séance à 11 heures

Etaient présents :

Civilité	Nom	Représente
Monsieur	Nicolas GRAVELLE	Président Eure Normandie Numérique
Monsieur	James BLOUIN	CC Vexin Normand
Monsieur	Sylvain BONENFANT	CC Roumois Seine
Monsieur	Jean-Claude PROVOST	Interco Normandie Sud Eure
Monsieur	Frédéric DUCHE	Département de l'Eure
Monsieur	Daniel JUBERT	Département de l'Eure
Monsieur	Guy DOSSANG	Région Normandie
Monsieur	Max RONGRAIS	Secrétaire
Monsieur	Jean-Claude PROVOST	Interco Normandie Sud Eure

M. GRAVELLE indique que M. Arnaud HADIDA, nouveau Directeur Général d'Eure Normandie Numérique a pris ses fonctions le 9 novembre 2021. Il laisse M. HADIDA se présenter aux membres du Bureau.

M. HADIDA signale qu'il était cadre dirigeant chez Orange responsable du réseau Normandie et de la région du Val de Loire.

Le quorum est atteint, la séance peut débuter.

M. GRAVELLE précise que, suite à la loi "vigilance sanitaire" n°2021-1465 du 10 novembre 2021 le Bureau syndical peut à nouveau se réunir en visio-conférence, puis annonce l'ordre du jour du Bureau :

- Modalités de réunion du bureau en visioconférence
- Adoption du PV du précédent BS
- Modification tableau des effectifs
- Autorisation exceptionnelle dépassement HS

Le premier rapport concerne les modalités de réunion du Bureau en visioconférence.

Après avoir procédé au vote, la délibération est adoptée à l'unanimité.

Le deuxième rapport concerne l'adoption du procès-verbal du précédent Bureau en date du 13 septembre 2021.

Aucune remarque ou modification n'est apportée. Après avoir procédé au vote, la délibération est adoptée à l'unanimité.

Le troisième rapport concerne l'autorisation exceptionnelle du dépassement des heures supplémentaires. En effet, l'activité des services peut conduire de manière exceptionnelle certains agents à dépasser le nombre d'heures supplémentaires limité à 25h, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient (charges de travail, clôture budgétaire etc.) et pour une période limitée.

Après avoir procédé au vote, la délibération est adoptée à l'unanimité.

Le quatrième rapport concerne la modification du tableau des effectifs.

Suite au profil de poste arrêté pour le recrutement du Directeur Général (ingénieur en chef hors classe) il convient de modifier le tableau des effectifs en conséquence.

Le départ de l'ancien responsable administratif et financier en 2017, a entraîné la suppression du poste du tableau des effectifs. Or les missions et tâches à cette activité n'ont pas cessé et sont effectuées par un agent « faisant fonction », il convient donc de rétablir ce poste au tableau. Les modifications sont les suivantes :

A+ Ingénieur en chef territoriale, grade Ingénieur en chef hors classe, poste vacant
A Attaché territorial, grade attaché : poste vacant

Ce Bureau est également un Bureau préparatoire au Comité Syndical du 7 décembre 2021.

Il est ainsi présenté aux membres du Bureau, les rapports qui seront transmis à l'ensemble des délégués dont voici l'ordre du jour :

- Adoption du précédent PV du CS du 13 septembre 2021
- Rapport d'Orientation budgétaire 2022
- Utilisation des véhicules de service
- Modification du règlement du télétravail
- Questions diverses

Rapport d'orientation budgétaire 2022

M. BOYARD présente les points techniques du ROB. En 2020, le réseau radio Wimax a été créé pour couvrir les zones blanches et a permis le raccordement de 55 collèges, 3 lycées, 6 écoles élémentaires et l'IUT d'Evreux. Les 30 000 premières prises ont été installées par Altitude. Un plan de financement a été monté afin de permettre la construction de 178 000 prises FttH et 66 montées en débit soit 11 405 logements.

En 2021, le déploiement du réseau s'est accéléré en fin d'année mais qui a été ralenti partiellement à cause de la crise sanitaire et aux difficultés d'exécution des contrats de travaux des entreprises.

SOBECA/Team Réseau poursuit le déploiement sur un rythme satisfaisant permettant d'envisager une fin de marché dans le premier semestre 2022.

Trois marchés historiques touchent à leur fin (Axians – Team Réseau, SADE /SOGETREL et CIRCET).

Orange connaît des difficultés persistantes dans la tenue des calendriers de livraison de prises.

Des travaux de collecte et de pose de NRO qui s'effectuent correctement avec la pose de 12 nouveaux NRO et 140 km de collecte complémentaires.

M. BOYARD poursuit son point technique. Plusieurs éléments :

- Le réseau de collecte sera agrandi par une extension de 140 km supplémentaires pour un total de 900 km
- L'installation de 12 nouveaux NRO pour un total de 43 NRO interconnectés
- 2 NRO en cours d'installation au sein des NRA
- L'Intégration d'environ 111 565 prises par l'exploitant dont 95 805 en commercialisation
- La construction de 20 000 prises construites en attente de complétude de ZAPM, de constitution de base documentaire et de réception par le délégataire
- L'extinction du réseau WIMAX et migration des 800 clients vers des solutions FttH, ADSL, satellitaires ou 4g fixe
- En 2022, nous prévoyons la pose du dernier NRO et l'installation de deux nouveaux NRO en NRA pour un total de 51 NRO, la finalisation des 19 957 prises en cours, la construction de 80 000 nouvelles prises pour l'intégration de 100 000 prises FttH supplémentaires par l'exploitant et atteindre 190 000 prises environ.

M. GRAVELLE demande quel est l'état des lieux de chaque PM devant être livré par Orange. Il faut sûrement se réunir et raisonner au-delà de l'aspect financier. M. HADIDA répond que le retard de livraison par Orange va nous mener, si on se fit au rythme actuel, à 2026 alors que nous avons l'objectif de 2022. De plus, la qualité de livraison est mauvaise et non documentée. Des mesures coercitives doivent être prises. Aujourd'hui, il y a un manque à gagner de 4 000 000 €.

Il est fort probable que le marché soit déficitaire pour Orange, tant leur retard est important.

M. BOYARD poursuit sa présentation technique en parlant de la délégation de service public. Plusieurs éléments : une difficile prise en exploitation du réseau FttH (Conches, Bernay), 4 700 clients activés ou en cours de raccordement, une commercialisation engagée auprès de Free depuis un an (environ 3 000 clients) d'Orange depuis septembre et de SFR depuis novembre. Bouygues Télécom est en cours d'activation. Une phase concessive engagée pour livrer environ 4 000 prises pour fin d'année et la mise en place d'un site d'éligibilité pour les particuliers.

M. DUCHE signale qu'il reste optimiste malgré ce qui se passe avec Orange, nous sommes à la moitié du chemin. M. DUCHE pense qu'il doit rencontrer AXIONE avec M. GRAVELLE. M. JUBERT pense que la situation est désespérante. M. DUCHE pense qu'Orange peut être repris en Régie mais qu'il faut faire attention aux conséquences juridiques.

M. BOYARD ajoute que nous devons travailler sur la commercialisation de notre site internet avec une carte interactive des zones. La mise à jour est faite toutes les deux semaines. Il faut mettre en place des panneaux de chantier, de signalisation sur les véhicules de travaux, chasubles « Eure Normandie Numérique » distribuées aux entreprises de travaux.

Des réunions en mairie lors des lancements de travaux et boîtage des adresses éligibles lors des ouvertures commerciales sont à planifier. Il est nécessaire aussi d'organiser des inaugurations de NRO. Il faut également intégrer la commission communication dans la définition de la communication départementale.

M. PROVOST pense que le port de chasubles identifiées peut être un bon support de communication. Il ajoute qu'il est très souvent interpellé par les maires et qu'il serait utile de réaliser des boîtages afin d'informer les gens des travaux de déploiement (travail notamment dans les armoires)

M. BOYARD répond que le message auprès des sous-traitants n'est pas assuré. Ces derniers sont souvent mal rémunérés et leur travail est réalisé vite avec une qualité insuffisante. La maintenance du réseau nécessitera un grand nombre de sous-traitants.

M. DUCHE demande comment se passe la gestion de la mutualisation des opérateurs. M. BOYARD répond que ...

M. PROVOST demande qu'il soit transmis aux membres du bureau l'article AVICCA...

M. HADIDA ajoute que pour les PMZ (jarretières) il y a un problème d'employabilité. Des contrôles de coût des compétences des opérateurs de service doivent être faits.

M. RONGRAIS demande comment les armoires sont « gérées ». M. HADIDA répond qu'AXIONE ouvre des routes optiques pour produire des abonnés. Il est nécessaire de surveiller l'intervention des sous-traitants par AXIONE car il y a en effet beaucoup de dégradation.

Mme BOINET présente la partie financière et budgétaire du Rapport d'Orientation Budgétaire.

Sur le volet RH l'année 2021 est restée stable. Les femmes représentent 42 % de l'effectif. Les deux prochaines années devraient rester stables, si ce n'est le recrutement éventuel d'un profil administratif pour le lancement des usages du numérique si le syndicat concrétise cette direction en fonction de la volonté de ses membres.

En 2021, les charges de personnel représentent environ 47 % du budget prévisionnel.

En ce qui concerne la **partie financière** ENN n'a pas contracté d'emprunts pour financer le projet euros grâce à la négociation avec le nouveau délégataire. ENN a bénéficié d'un accompagnement de la Banque Européenne d'Investissement de 92,5 M€. A ce jour, 8 emprunts ont été conclus par ce biais pour un montant de 10,25 M€ répartis sur 6 EPCI.

La ligne de trésorerie interactive LTI avec la Caisse d'Épargne pour faire face aux besoins de trésorerie à court terme sera d'un montant de 30 M€. À date, il y a 9,8M€ de crédits mobilisés. Le besoin sera réévalué lors du renouvellement du contrat en juillet 2022 selon l'avancement du déploiement.

Le plan de financement actualisé fin 2019 suite à la négociation de la DSP qui prévoit près de 230M€ de redevances a permis d'en faire bénéficier les EPCI en proposant un retour sur investissement (remboursement à hauteur de 33% de leur participation à compter de 2023 échelonné sur 3 ans).

Le financement du projet est ainsi réparti depuis le suivant :

EPCI :	29 404 543,57 € - 15 %
Etat :	55 990 000,00 € - 28 %
Région :	51 606 854,00 € - 25 %
SMO :	31 273 502,43 € - 15 %
Département :	34 725 100,00 € - 17 %

La **structure budgétaire** – évolution pluriannuelle, bilan 2021 et perspective 2022 : budget principal – section fonctionnement : l'évolution des dépenses en 2021 est de + 9 % (effectif au plus haut 11 agents + frais d'AMO soit 1,07M€ dont 53% en charges de personnel. L'évolution des recettes est de -15% hors excédent (baisse cotisation CD27).

En 2022, les recettes vont se stabiliser (semblables à 2021) et les dépenses devraient continuer de croître du fait notamment du recrutement d'un DGS à temps complet.

La **structure budgétaire** – évolution pluriannuelle, bilan 2021 et perspective 2022 : budget principal – section investissement :

Les dépenses varient en fonction des besoins informatique et bureautique, logiciel et outillage. Les dépenses ont augmenté en 2021 (renouvellement parc informatique). Les recettes sont issues des amortissements En 2022, les dépenses seront ajustées en fonction des besoins en informatique notamment par la nécessité de migrer le parc informatique fixe actuellement en Windows 7.

La **structure budgétaire** – évolution pluriannuelle, bilan 2021 et perspective 2022 : budget annexe 1G – section fonctionnement :

Les dépenses en 2021 ont augmenté de +10% (accroissement des frais de maintenance et d'exploitation nécessaire à l'entretien et au maintien du réseau 1G, début de démantèlement du réseau WiMax).

Les recettes en 2021 ont diminué de -29% (pertes des recettes Wimax et résiliations certains liens FON).

En 2022, les recettes devraient baisser sensiblement suite aux résiliations de liens de fibre noire et les dépenses devraient continuer d'augmenter avec le démantèlement du WiMax mais qui devrait être contrebalancé par la baisse du forfait du marché de maintenance en cours de renouvellement.

La **structure budgétaire** – évolution pluriannuelle, bilan 2021 et perspective 2022 : budget annexe 1G – Section d'investissement

Les dépenses évoluent en fonction des travaux rendus nécessaires sur ce réseau (désaturation, dévoiement etc.).

L'année 2021 a été principalement consacrée à des dépenses d'extension de réseau, de désaturation (la Heunière), et de dévoiement.

Les recettes sont issues majoritairement des dotations aux amortissements.

En 2022, il y aura un coût notable sur la section fine de dévoiement de Louviers et un renouvellement de matériel.

La **structure budgétaire** – évolution pluriannuelle, bilan 2021 et perspective 2022 : Budget annexe 2G – Section de fonctionnement

Les dépenses en 2021 évoluent de +11% (principalement coût location infrastructures tierces).

Les recettes en 2021 augmentent de +65% grâce aux redevances délégataires selon les prises remises en exploitation.

En 2022, les recettes vont continuer à croître selon le nombre de prises remises en exploitation au délégataire de service public et en dépenses, l'achèvement de certains secteurs va permettre de lancer les amortissements afférents. Le reste des dépenses devraient rester similaires à 2021 et suivre l'évolution du rythme de déploiement.

La **structure budgétaire** – évolution pluriannuelle, bilan 2021 et perspective 2022 : Budget annexe 2G – Section d'investissement

Les recettes d'investissement, proviennent principalement des subventions versées par les membres du syndicat et de l'État.

Les dépenses évoluent en fonction de l'avancement des travaux : réseau de collecte, construction du réseau FttH et opérations de montée en débit. Un début d'accélération se produit en 2018 avec un infléchissement de la courbe en 2021 avec l'approche de la fin du programme de déploiement.

L'autorisation de programme liée à l'opération de déploiement du THD sur le territoire du Département de l'Eure évolue de 2017 à 2020, stable entre 2020 et 2021, remonté entre 2021 et 2022 et devrait s'achever en 2023.

En 2022, en recettes, les subventions d'investissement provenant du Département et des EPCI se clôtureront intégralement en 2022 conformément aux conventions de financement.

Les recettes d'investissement pour les années à venir porteront principalement sur la Région et l'État jusqu'à la fin du déploiement.

En dépenses, les crédits qui seront inscrits au budget primitif porteront principalement sur les hypothèses de facturation des 2 derniers marchés Orange et Sobeca Team Réseaux. Environ 3M€ seront prévus pour terminer d'interconnecter les derniers Nœuds de Raccordement Optique.

La fin du programme devrait s'achever en 2023 avec le marché d'Orange. Concernant les usages numériques, aucun crédit ne sera inscrit au budget en 2022.

Les premiers projets d'innovation pourront être portés par le délégataire de service public dans le cadre de l'enveloppe dévolue à cet effet au contrat qui s'élève à 1M€.

M. DUCHE interroge sur la faisabilité du remboursement aux EPCI dès 2023 comme prévu aux avenants aux conventions. Mme Boinet précise qu'une vision précise de l'atterrissage de 2021 et sur la visibilité avec Orange permettra de déterminer le maintien de ce remboursement aux échéances fixées par convention.

Utilisation des véhicules de service

M. GRAVELLE passe ensuite à la présentation de l'utilisation des véhicules de service.

Huit véhicules de service sont utilisés par les agents pour les besoins de leur service durant les heures et jours de travail hors congés et hors absences (maladie...).

Ces véhicules font l'objet d'un remisage à domicile après autorisation donnée aux agents par l'exécutif.

L'usage des véhicules de services n'est pas un avantage en nature.

Les véhicules de services ont un périmètre de circulation limité à l'Eure et ponctuellement hors département (lieux réunions, formation, séminaires).

Un carnet de bord permet d'assurer le suivi des déplacements (date lieu kilomètres effectués). Les dépenses liées à l'utilisation et à l'entretien du véhicule est pris en charge par le Syndicat.

Modification sur le règlement du télétravail

M. GRAVELLE présente la modification sur le règlement du télétravail : les agents pouvant justifier de missions réalisées en télétravail peuvent bénéficier de 2 jours de télétravail ou 4 demi-journées maximum conformément au règlement intérieur d'ENN.

Une allocation forfaitaire de 5 € par semaine pour 2 jours (plafond) de télétravail (soit 2,50 € par jour conformément au barème accord FP du 13 juillet 2021 et barème URSSAF) est attribué pour prendre en charge les coûts afférents supportés par l'agent.

Le précédent règlement ne précisait pas le rythme de versement ni le plafond annuel fixé conformément au décret du 26 août 2021 à un versement trimestriel et dans la limite d'un plafond de 220 € par an.

L'ordre du jour pour les délibérations est terminé.

Questions diverses

Point de blocage avec Orange, pénalités

M. Duché précise qu'il faut mettre en place une stratégie avec Orange. M. GRAVELLE répond qu'un plan de communication va être réalisé par lui-même et le Département.

M. Duché pense qu'il faut peut-être voir si le Syndicat reste avec la forme SMO ou DSI ?

M. BONENFANT répond que la forme DSI serait une perte de temps. M. BOYARD ajoute que beaucoup de collectivités se positionnent avec des besoins ponctuels, des CDC. La DSI permet de laisser des ressources d'EPCI à disposition. Pour les EPCI un effet levier, voir organisation. Une feuille de route va être établie avec le Cabinet TACTIS.

M. Duché veut parler un tout petit peu de la tournée des Maires. En ce qui concerne la DSI, il est prêt à voir le côté pratique. La création Des services avec les communes, va demander beaucoup de moyens comme par exemple la question d'hébergement des données numériques (data center ne rapporte rien).

M. BONENFANT parle également de l'adressage des communes.

M. GRAVELLE ne souhaite pas que le SMO soit une DSI, il faut parler du schéma numérique. Mme BOINET signale que la réunion du 15 novembre 2021 a permis, avec l'équipe d'ENN, une réunion dynamique et beaucoup d'échanges.

Une Commission d'usage du numérique doit être planifiée avec TACTIS d'ici la fin de l'année.

M. Duché pense qu'il faut organiser une commission et donner un ordre de priorisation au niveau Département afin que cela soit utile autant pour le Département que pour les communes. Les usages seront précisés quand les structures et les particuliers auront la fibre.

Il est à préciser qu'au terme de la séance, un incident technique a empêché le téléchargement de l'enregistrement.

La séance est levée à 12 h 15.